



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

P

POUR M
anciens T
Guerres.

CONTRA

LES Mun
tendre parti
de l'Extraor
bles de Sa M
ont incont
naires Géné
maîtres de



P R É C I S

POUR MM. DE PANGE & DE BOULLONGNE,
anciens Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des
Guerres.

CONTRE les Munitionnaires Généraux des Vivres.

LES Munitionnaires Généraux des Vivres peuvent-ils prétendre participer au privilège que les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, comme Officiers comptables de Sa Majesté, ayant le maniement des deniers royaux, ont incontestablement & de l'aveu même des Munitionnaires Généraux des Vivres, sur les biens meubles & immeubles de leurs Trésoriers particuliers ou leur Commis, pour raison des *deficits* qui se trouvent dans les caisses de ces Commis ? Ou, au contraire, les Munitionnaires Généraux des Vivres, qui n'ont ni la qualité d'Officiers comptables, qui appartient aux Trésoriers Généraux, ni le maniement des deniers royaux qui leur est propre, ni surtout aucune loi qui leur ait accordé, comme aux Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, le privilège qu'ils invoquent

A

2

& qu'ils veulent partager avec eux, ne doivent-ils pas en être absolument exclus? Avant d'entrer dans la discussion de cette question, sur laquelle il s'agit de prononcer, l'on va rendre compte des faits qui y ont donné lieu.

F A I T S.

Le sieur Nugues, nommé par les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres à la place de Trésorier des Troupes à Douai, ayant été chargé en même-tems par les Munitionnaires Généraux des Vivres de la commission de Garde-Magasin des Vivres, a exercé ces deux emplois pendant plusieurs années. Au mois de Février 1774, ses affaires se sont dérangées; il s'est absenté, & on a fait apposer les scellés sur ses effets.

Le 21 Mai 1774, M. l'Intendant de Flandres a été nommé Commissaire du Conseil pour juger en dernier ressort les contestations nées & à naître à l'occasion de cette faillite; ensuite on a procédé à la levée des scellés, à l'inventaire & à la vente des meubles & effets, & les deniers en provenans ont été déposés entre les mains du sieur de Biré, Trésorier principal de l'Extraordinaire des Guerres au département de Flandres.

Les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, en vertu du privilège qui leur est accordé sur les biens de leurs Commis & Préposés par la Déclaration du 18 Mars 1738, rendue en interprétation de l'Edit d'Août 1669, ont demandé par privilège la remise des deniers provenans de la vente des effets du sieur Nugues, en déduction de ce qu'il se trouvoit leur devoir.

Les Munitionnaires Généraux des Vivres ont imaginé de réclamer le même privilège en leur faveur. Quoique le parallèle de l'état des Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres & de celui des Munitionnaires Généraux des Vivres, dût suffire pour faire connoître que l'on ne pouvoit pas les placer dans la même classe, parce que les uns sont d'après leur propre dénomination, Officiers comptables ayant

le maniement des deniers de ³ Sa Majesté, & que les autres au contraire sont de simples Entrepreneurs de fournitures, de munitions, de vivres, de simples Régisseurs pour leur compte & à leur profit, & qu'ils ne peuvent pas par conséquent réclamer en leur faveur l'exécution des loix que nos Rois ont accordé aux Officiers qui ont le maniement des deniers royaux; cependant M. l'Intendant de Flandres & les Commissaires par lui choisis, ont rendu, le 14 du mois de Janvier 1775, un Jugement par lequel ils ont ordonné que les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres & les Munitionnaires Généraux des Vivres seroient payés sans aucune préférence entr'eux.

Les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, se sont pourvus en cassation contre ce jugement; ils vont établir en peu de mots les moyens qui doivent assurer le succès de leur demande.

M O Y E N S.

Les moyens qui s'élevent contre ce Jugement sont trop péremptoirs pour ne pas en opérer la cassation. Il est évident qu'en accordant la concurrence aux Munitionnaires Généraux des Vivres avec les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, on est contrevenu à l'Edit du mois d'Août 1669 & à la Déclaration du 18 Mars 1738, dont les dispositions ne peuvent point s'étendre aux Munitionnaires des Vivres.

Quelques réflexions suffiront pour faire sentir la différence qui existe entre les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres & les Munitionnaires Généraux des Vivres, & qu'il ne peut point y avoir égalité de privilège entr'eux.

La qualité de Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres emporte avec elle l'expression de leurs fonctions.

Le Roi fournit aux frais de l'Extraordinaire des Guerres; il fait verser les deniers qu'il y destine dans la caisse de ses Trésoriers Généraux; ainsi ce sont les deniers du Roi qu'ils

A ij

reçoivent ; l'exercice de leurs charges n'est pas pour leur compte personnel , mais pour le compte du Roi ; les deniers qu'ils reçoivent pour subvenir à l'Extraordinaire des Guerres ne sont pas leurs deniers propres , mais les deniers du Roi ; ils n'en sont que les caissiers , les conservateurs , les distributeurs. Pour faire ces distributions , il faut qu'ils aient des caisses dans différens endroits où il y a des troupes. Ces caisses sont des démembrements de leurs caisses générales ; ils les confient à des Commis à qui ils font passer une partie des deniers du Roi , & ces deniers ne perdent pas plus leur qualité par ce reversement dans des caisses particulières , qu'ils ne l'ont perdue par leur versement dans la caisse du Trésorier Général ; ce sont toujours des deniers du Roi qui doivent être distribués en son nom & consacrés à l'acquit d'une dépense qui est à la charge du Roi.

Les Trésoriers Généraux ne deviennent pas propriétaires des fonds que Sa Majesté leur fait toucher ; il en est de même des Préposés aux caisses particulières ; les fonds qu'ils reçoivent ne sont pas à eux , ils n'appartiennent pas non plus aux Trésoriers Généraux , ils n'appartiennent qu'au Roi.

Le sieur Nugues , Trésorier des Troupes à Douai , étoit en cette qualité débiteur de deniers appartenans au Roi , de deniers royaux ; or tous deniers royaux sont privilégiés : donc ceux qui avoient été remis au sieur Nugues devoient être rendus par privilège.

Le Roi auroit constamment privilège sur les biens du Trésorier Général à raison du *deficit* de la caisse ; le Trésorier Général a le même privilège pour le *deficit* des caisses particulières. La Déclaration du 18 Mars 1738 , ne peut laisser aucun doute à cet égard. Aux motifs qui nécessitent le privilège des Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres sur les biens de leurs Commis , on peut donc ajouter qu'ils ont surtout pour eux la volonté expresse du Législateur.

Ainsi les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres ont en leur faveur une loi expresse , & la nature des deniers qu'ils confient à leurs Commis. Si les Munitionnaires des Vivres avoient les mêmes avantages , il faudroit

reconnoître qu'ils ont le même privilège, & alors ils concouroient avec les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres; mais bien loin que les Munitionnaires des Vivres réunissent tous ces avantages, il est évident qu'ils n'en ont aucun.

D'abord il est certain, & ils sont forcés d'avouer, qu'ils ne sont nommés dans aucune des loix qui parlent de ce privilège; ainsi ils n'ont point de loi expresse pour eux. On va examiner si dans le silence de la loi ils peuvent en invoquer les motifs, s'ils peuvent se placer sur la même ligne que les Trésoriers Généraux.

Les Munitionnaires des Vivres entreprennent pour leur compte personnel la fourniture des Troupes, ils souscrivent vis-à-vis du Roi un marché, un forfait sur chaque espece de nourriture; il n'y a d'incertain que la quantité qu'ils fourniront. Les Munitionnaires ne sont pas caissiers du Roi; ils ne sont pas dépositaires de deniers royaux; ils deviennent créanciers du Roi pour leur compte personnel après une fourniture faite; c'est sur cet état de fourniture faite qu'ils sont payés par le Roi; ces deniers qu'ils reçoivent perdent, au moment où ils les touchent, leur qualité de deniers royaux: ils n'appartiennent plus au Roi; ils appartiennent aux Munitionnaires qui disposent de ces deniers comme de leur chose, & ainsi qu'ils le jugent à propos.

Quand ils font passer des deniers à leurs Commis pour payer des achats de grains, ces deniers sont les propres deniers des Munitionnaires & non les deniers du Roi.

Le Roi a soldé l'ancienne fourniture; tout est consommé à son égard. Il ne peut devenir le débiteur des Munitionnaires que par une fourniture nouvelle. Le Commis des Munitionnaires détourne leur argent ou leurs grains; ce divertissement empêche à cet égard la fourniture; le Commis fait tort aux Munitionnaires; & non au Roi auquel il ne préjudicie pas, le Roi n'étant pas débiteur des choses qui n'ont pas été fournies.

Il est donc constant que les Munitionnaires n'ont en leur faveur ni une loi expresse, ni aucun motif qui ait pu

déterminer à leur donner la concurrence avec les Trésoriers Généraux.

Ils proposent cependant des objections à la faveur desquelles ils prétendent obtenir le privilège que la loi accorde aux Trésoriers Généraux, mais ces objections sont faciles à détruire. Elles se réduisent à dire que la Déclaration du 18 Mars 1738 est générale pour tous les Comptables & pour tous ceux qui ont le maniement des deniers royaux, qu'elle rappelle l'Edit du mois de Juin 1716, qui assujettissoit nommément les Entrepreneurs des Vivres & leurs Commis, ainsi que tous les Comptables qui sont chargés de la recette, recouvrement & maniement des deniers royaux à tenir des registres.

Les Munitionnaires ajoutent que dans le fait ils ont reçu du Roi, en commençant leur entreprise, des grains, farines & ustenciles; que le Roi leur fournit des greniers ou magasins; que tous les bleds qui y entrent n'en peuvent plus sortir que par son ordre; qu'enfin une grande partie du déficit du sieur Nugues provient d'un manque de grains & de farines.

On répondra avec fondement aux Munitionnaires, qu'ils ne sont pas Officiers comptables; qu'ils n'ont pas le maniement de deniers royaux; qu'ils ne peuvent par conséquent se prévaloir de la Déclaration du 18 Mars 1738; il importe peu qu'elle rappelle l'Edit de 1716, sur la tenue des registres; c'est à l'Edit même qu'il faut remonter, & l'on n'y verra pas que le Roi y ait accordé aux Entrepreneurs des Vivres, le privilège sur les biens de leurs Commis; ils sont astreints, ainsi que leurs Commis, à tenir des registres; mais leur entreprise est un négoce; les Négocians sont assujettis, par les loix générales du Royaume, à une tenue de registres; cette tenue est intéressante dans la partie des Vivres pour éclairer la gestion. Le Roi peut être intéressé à faire consulter les registres des Commis des Vivres, pour assurer la vérité de la fourniture; mais ces registres ne les rendent point Officiers comptables ni dépositaires de deniers royaux.

Les Munitionnaires des Vivres prétendent que l'Edit de

1716, en leur imposant l'obligation d'avoir des registres, les a mis à l'instar de tous les Officiers comptables, & que par suite le Roi a entendu leur communiquer tous les privilèges que peuvent avoir les Officiers comptables; & cependant ils ont la bonne foi de convenir que cet Edit n'est point du tout occupé du privilège & de ne rien régler à cet égard; l'induction qu'ils voudroient tirer de cette loi en leur faveur n'a donc de leur propre aveu aucun fondement.

En effet, la tenue des registres à laquelle ils sont astreints par l'Edit de 1716, ne leur donne aucune recette, aucun maniement de deniers royaux; leur qualité est toujours la même. L'Edit ne leur en a pas donné une nouvelle; l'intention du Législateur n'a pas été de la leur donner, & il ne le pouvoit même pas tant qu'il ne leur attribuoit aucune recette ni maniement de ses deniers; l'obligation de tenir des registres n'a donc rien changé à leur qualité d'Entrepreneurs, de Fournisseurs pour leur compte, qualité qui n'a aucun rapport, aucune analogie avec l'état d'un Officier comptable, d'un Dépositaire de deniers royaux; enfin, l'Edit de 1716 n'a eu pour objet unique que de rétablir la confiance publique; & s'étant borné à prescrire la tenue des registres, les Munitionnaires Généraux ne pourront jamais y trouver le fondement de la communication du privilège des deniers royaux qu'ils réclament.

Les faits que les Munitionnaires allèguent, ne sont pas plus concluans.

S'il est vrai, ainsi qu'ils le disent, qu'ils aient reçu du Roi, à leur entrée dans l'entreprise, des grains, farines & ustenciles, il y a lieu de croire que le Roi les avoit, parce qu'il avoit fait régir jusques alors pour son compte, & qu'il a vendu aux Entrepreneurs, les ustenciles qu'il avoit, & les grains qui lui restoient; il leur aura abandonné ces objets à compte sur leur première fourniture; ils sont devenus par-là propriétaires de ces ustenciles, les grains qui existoient alors ont été distribués; ainsi, il ne peut plus être question de ces objets, qui auroient d'ailleurs perdu la qualité d'effets royaux, lorsque le Roi les a abandonnés aux Entrepreneurs.

Les Munitionnaires fondent encore leur prétendu privilège sur ce que les grains, une fois dans les magasins, n'en peuvent plus sortir que par ordre du Gouvernement.

Il n'est pas étonnant que des grains apportés dans les magasins n'en puissent plus sortir que pour être distribués suivant la volonté du Roi ; le dépôt dans les magasins opere la destination des grains & fourages pour la consommation des Troupes ; il est de la bonne police qu'ils n'en puissent être divertis & employés à d'autres usages ; mais cette police intérieure des magasins ne peut donner aux Entrepreneurs le privilège des deniers royaux.

Le dernier fait, sur lequel les Munitionnaires prétendent établir leur privilège, est que la dette du sieur Nugues provient en grande partie d'un *deficit* de grains & de farines ; les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres sont dans le cas de révoquer ce fait en doute, tant qu'il ne sera pas prouvé ; mais supposons le vrai, il ne peut provenir d'enlèvement de grains fait des magasins & non appliqués aux Troupes, puisque les Munitionnaires disent eux-mêmes qu'on ne peut en détourner des magasins ; il ne peut donc provenir que de ce que le sieur Nugues en aura vendu qui n'avoient pas encore été déposés dans les magasins, ou qu'il n'aura pas acheté ceux qu'on lui avoit donné ordre d'acheter, & qu'il aura peut-être mandé qu'il les avoit achetés ; dans tous les cas, il est sensible que les grains & les deniers n'appartenoient pas au Roi, mais aux Munitionnaires ; que tout étoit pour leur compte ; que dès-lors le privilège du Roi ne peut recevoir son application.

Voici une hypothèse qui fera voir encore davantage combien est peu fondée la prétention des Munitionnaires généraux. L'Entrepreneur, soit des Boucheries, soit des Fourages, soit des Bois & Lumieres pour les Troupes ; peut être assimilé, quant à la nature de ses deniers, aux Munitionnaires généraux qui entreprennent de fournir le pain aux Troupes ; puisque comme eux il a un marché fait avec le Ministre de la Guerre ou l'Intendant de la Province. Cet Entrepreneur, pour remplir ses engagements, est

est obligé de charger plusieurs personnes de faire pour lui les achats dont il a besoin, & pour cela il leur donne des deniers, & si l'on veut, des deniers dont le Roi lui aura fait l'avance : un de ses Commissionnaires vient à manquer & emporte les fonds qui étoient destinés à l'achat des bestiaux ou des Fourages, comme le sieur Nugues a emporté l'argent qu'il avoit reçu pour faire des achats de grains, cet Entrepreneur invoquera-t-il en sa faveur le privilège des deniers royaux pour se faire rembourser des sommes qu'il avoit confié à ce Commissionnaire infidèle ? S'assimillera-t-il aux Officiers comptables de Sa Majesté ? S'il imaginait de prétendre qu'il doit jouir du même privilège que les Officiers comptables, il ne seroit sans doute pas écouté. L'indentité est absolument la même entre l'Entrepreneur qui a un marché fait avec le Ministre de la Guerre, pour les fournitures dont il est chargé & le Munitionnaire qui a fait un marché pour fournir le pain aux Troupes ; la prétention du Munitionnaire qui veut s'arroger le privilège des deniers royaux accordé aux Officiers comptables, doit donc être rejetée comme le seroit celle de cet Entrepreneur, qui auroit de même la prétention de vouloir être mis au rang des Officiers comptables de S. M.

Enfin les deniers remis par le Roi à des Entrepreneurs, pour favoriser leur entreprise, n'engendrent qu'une créance particulière en faveur du Roi lui-même, & n'opèrent point vis-à-vis de lui, & à plus forte raison vis-à-vis des Entrepreneurs à qui il a remis ces deniers, à l'égard de leurs Commis, le privilège des deniers royaux accordé par des loix expressees aux Officiers comptables ; c'est ce qui a été disamment jugé par un Arrêt célèbre rendu au Conseil le 14 Mai 1748. Il a été décidé par cet Arrêt, entre le Contrôleur des Bons d'Etat & les Fermiers Généraux, que ceux ci devoient être payés des sommes à eux dues par un sieur Rouvelain, Receveur du Tabac à Paris, pour reliquat du compte de sa recette sur le prix provenu de la vente de ses effets par privilège & préférence au Roi, qui étoit créancier de ce Sr Rouvelain, à cause d'un prêt fait par Sa Majesté à ce particulier, pour favoriser l'entreprise de la Verrerie de Séve.

B

« Cet Arrêt décide, dit l'Arrêtiste, « qu'il ne faut pas confondre les prêts faits par le Roi avec la perception des deniers royaux; les prêts faits par le Roi sont des actes particuliers & purement volontaires, qui peuvent bien lui donner un privilège sur la chose qui est l'objet du prêt; mais la faveur des deniers royaux provenans d'impositions ou qui sont entre les mains d'Officiers comptables, est fondée sur les loix publiques & sur la nécessité de la confiance du dépôt: cette faveur leur a fait accorder un privilège fondé, comme on vient de le dire, sur les loix publiques; & il ne peut être anéanti, distraire, ni diminué par des actes particuliers, puisque ce seroit leur donner l'autorité d'anéantir une loi publique. »

Les Munitionnaires Généraux des Vivres sont absolument dans le cas où le sieur Rouvelain se trouvoit vis-à-vis du Roi qui lui avoit fait des avances pour favoriser l'entreprise de la Verrerie de Séve: ils peuvent, en certains cas, avoir reçu comme le sieur Rouvelain, des deniers du Roi, mais ces deniers qui leurs sont donnés par le Roi comme à compte ou avance pour favoriser leur entreprise, ne sont pas des deniers royaux, ne peuvent pas engendrer le privilège de ces deniers, ne peuvent pas surtout donner lieu à ce privilège, en concurrence & par conséquent au préjudice d'Officiers comptables ayant le maniement des deniers royaux.

La contestation soumise aujourd'hui à la décision du Conseil entre les Munitionnaires Généraux des Vivres & les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, doit donc être jugée d'après les mêmes principes qui ont déterminé le Conseil à rendre l'Arrêt du 14 Mai 1748.

On a jugé par cet Arrêt que le privilège des deniers royaux ne devoit pas s'étendre arbitrairement & qu'il devoit être restreint aux seuls Officiers Comptables & aux Fermiers Généraux à qui ce privilège avoit été accordé par des loix publiques (1).

(1) Le privilège des deniers royaux a été accordé aux Fermiers Généraux sur les biens de leurs Sous-Fermiers & de leurs Commis, par l'Ordonnance de 1681, Tit. commun des Fermes, art. 4 & 5.

Les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres ont, comme les Fermiers Généraux, une loi publique & précise en leur faveur; les Munitionnaires Généraux des Vivres, qui ne sont que de simples Fournisseurs, des Entrepreneurs pour leur compte, qui n'ont point le maniement des deniers royaux, ne peuvent invoquer aucune loi qui leur ait accordé un privilège semblable à celui qui a été accordé aux Trésoriers Généraux; ils ne peuvent donc prétendre jouir du même privilège, & on n'a donc pas pu, sans contrevenir aux loix du Royaume, ordonner, comme l'a fait le jugement du 14 Janvier 1775, que les Trésoriers Généraux de l'Extraordinaire des Guerres, & les Munitionnaires Généraux des Vivres seroient payés sans aucune préférence entr'eux sur les deniers provenans de la vente des biens du sieur Nugues; la demande en cassation que les Trésoriers Généraux ont cru devoir former contre ce jugement, ne peut donc éprouver la moindre difficulté; & avec d'autant plus de raison, que les deniers que le sieur Nugues s'est trouvé devoir aux Munitionnaires des vivres, n'étoient point des deniers appartenans au Roi; mais les propres deniers des Munitionnaires, ce qui exclut absolument toute idée de privilège de deniers royaux en leur faveur, sur les biens du sieur Nugues.

CONSEIL DES DÉPÊCHES.

*Monsieur le Prince DE MONTBARREY, Ministre
& Secrétaire d'Etat, Rapporteur.*

M^e. BOSQUILLON, Avocat.

De l'Imprimerie de QUILLAV, Imprimeur de S. A. S. Mgr. le
Prince de Conti, rue du Fouarre, 1780,

and the other side of the
mountain range. The
mountain range is the
main feature of the landscape.

The mountain range is the
main feature of the landscape.



THE
JOURNAL OF THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 12
PART 1
1902